

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Special-ODD10-Inegalites-reduites.html>

Infos 21 du Comité 21 : Réseau des acteurs du
développement durable

Spécial ODD10 : Inégalités réduites

- Humain - Contribution Sociale - Réseau des acteurs du DD -



Date de mise en ligne : mardi 31 janvier 2017

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Parmi les actions des adhérents du Comité 21 en matière de réduction des inégalités, l'exemple de La Poste, SNCF, du Département de la Gironde et du Département de l'Essonne pour la LUTTE CONTRE LA FRACTURE SOCIALE ET INTERGENERATIONNELLE, de Convergences et UP Conférences pour l'INNOVATION ECONOMIQUE ET SOCIALE, de Veolia et du SEDIF pour la LUTTE CONTRE LA PRECARITE EAU-ENERGIE, de Aéroports de Paris, Orange, la commune d'Ayen et Unis Cité pour EDUCATION ET FORMATION CITOYENNES, de Schneider Electric, l'AFD et Bpifrance et de l'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen pour la SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Pour aller plus loin, deux rapports :

- ▶ **Le Global Risks Report 2017**
- ▶ **Rapport de la Commission des entreprises et du développement durable « Better business, Better world »**

Des exemples et ressources à retrouver juste après l'édito de Bettina Laville, Présidente du Comité 21, sur le thème "Ne laisser personne sur le côté".

Edito

Ne laisser personne sur le côté

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2016/decembre-2016-odd5/bettina-noire.jpg]

« *Ne laisser personne sur le côté* », tel est l'un des leitmotifs des Objectifs de développement durable, et de l'ODD 10 en particulier consacré aux inégalités.

Par rapport aux OMD, les ODD innovent par leur universalité qui impliquent en même temps pays industrialisés et en développement, et par leur inclusivité associant objectifs environnementaux et socio-économiques.

On mesure l'ampleur de la tâche quand on sait que la richesse cumulée des 1 % les plus riches de la planète dépassera en 2016 celle détenue par les 99 % restants.

Dans les Etats membres de l'OCDE, depuis 30 ans, le revenu des 10 % les plus riches de la population est passé en moyenne de 7 à 10 fois celui des 10 % les plus pauvres.

L'ONU a retenu 3 cibles pour atteindre cet objectif 10 : les revenus des 40 % de la population la plus pauvre doivent augmenter plus rapidement que le revenu moyen national ; l'autonomisation, l'intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur race, de leur ethnicité ou de leur statut économique doivent être favorisées ; l'égalité des chances doit être promue.

L'ONU ne cache pas que cette perspective est ambitieuse, même si l'Objectif 1 des OMD, éliminer l'extrême pauvreté et la faim, a connu depuis 2000 un taux de réalisation satisfaisant.

En particulier, l'impact des inégalités sociales, qu'elles soient entre pays de la planète ou internes à chaque pays, se retrouvent-elles de plus en plus dans le champ économique.

On l'a bien vu au Forum économique de Davos ce mois-ci : le rapport « [Global Risks 2017](#) » souligne que la polarisation sociale, reflet des inégalités économiques, constitue une des trois principales tendances des années à venir, et un risque pour la démocratie (cf. rubrique *Pour en savoir plus*).

De son côté, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, réaffirmait qu'au-delà de leur immoralité, les inégalités croissantes constituaient aussi un « *très mauvais calcul financier* » : comment vivraient les entreprises si leurs clients n'avaient plus les moyens d'acheter leurs produits ? Comment maintenir un climat propice à la productivité si les salariés ne bénéficient pas d'un traitement décent ? Comment assurer l'avenir de l'entreprise sans investir sur elle, sur ses technologies et sur son personnel ?

En France, comme le soulignent le [rapport 2016 sur la mise en oeuvre des ODD](#) et des notes récentes de France Stratégie, si les inégalités dans la distribution des revenus d'activité ont été contenues par rapport à d'autres pays, la France se distingue davantage par des inégalités marquées face à l'emploi - ce sont aujourd'hui près de 6 millions de personnes qui souhaiteraient pouvoir travailler- et par les inégalités de patrimoine qui se sont nettement accrues en 20 ans.

L'INSEE nous indique aussi que plus de 14% des Français vivent encore sous le seuil de pauvreté (2014).

Ces préoccupations sont bien évidemment partagées par les adhérents du Comité 21, ainsi que l'illustrent les initiatives présentées dans cette publication : politiques sociales des Départements, campagnes de sensibilisation, chantiers d'insertion, soutien à l'accès aux services essentiels, actions de lutte contre la précarité énergétique, opérations de protection maternelle et infantile...

Dans les politiques menées au nom de la RSE, l'ODD 10 est bien identifié déjà dans les indicateurs de formation, d'emploi, de relations sociales, de lutte contre la discrimination, d'égalité de traitement.

La transposition de la Directive européenne ne devrait pas modifier les choses, au vu de l'avance française en matière de RSE.

Mais le défi reste dans l'agrégat des efforts des entreprises avec l'action publique, travail pour lequel le Comité 21 est un laboratoire efficace.

Au fil des numéros successifs d'Infos 21 consacrés chacun à un ODD se dévoilent ainsi les solutions inclusives et partenariales émanant de la société civile pour concrétiser les Objectifs définis par la communauté internationale.

[Bettina Laville](#), Présidente du Comité 21

LUTTE CONTRE LA FRACTURE SOCIALE ET INTERGÉNÉRATIONNELLE

La Poste

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/la-poste-concours-bourse-solidarite.jpg]

La Poste récompense ses postiers avec son Concours Bourse Solidarité

Le concours « Bourse Solidarité », organisé par la Direction nationale des activités sociales de **La Poste**, récompense les engagements personnels ou associatifs de postiers actifs en dehors du cadre professionnel.

Cette 3ème édition avait pour thématique « l'aide intergénérationnelle ».

Les 3 lauréats ont reçu un soutien financier de La Poste.

Le premier prix a été remis à Isabelle Schwebel pour son engagement dans « Les jardins de Germes d'Espoir », une association qui organise des activités de jardinage et anime deux jardins, l'un se situe dans une maison de retraite, l'autre est un jardin partagé collectif.

Le deuxième prix a récompensé Laurence Collain, active dans l'association « Citoyenneté Amitié Dordives » qui

organise des rencontres intergénérationnelles pouvant déboucher sur des aides ponctuelles entre habitants de la commune.

Enfin, le troisième prix est revenu à Alain Oura, engagé dans l'association « L'ACEL de Trappes » qui oeuvre contre l'isolement et l'échec scolaire des enfants de 6 à 25 ans.

Deux prix spéciaux ont été décernés par le Jury : Géraldine Henry, engagée dans une association porteuse d'une structure périscolaire en milieu rural, et Guylaine Charron, porteuse d'un projet de solidarité avec des personnes âgées isolées en ville.

Une mention spéciale postier (résultat du vote des postiers du portail malin) est revenue à Thierry Fargeas et son projet « le droit de travailler et de vivre avec son handicap » qui a pour objectif d'obtenir des fonds pour acheter des véhicules à des jeunes en situation de handicap.

▶ Valérie Leroux - valerie.leroux@laposte.fr

SNCF

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/sncf-2.png]

SNCF : insertion des personnes éloignées de l'emploi

SNCF s'investit depuis plus de dix ans en faveur de l'inclusion sociale et professionnelle.

104 chantiers d'insertion dans le périmètre de Gares & Connexions ont été mis en oeuvre partout en France et encadrés par des éducateurs techniques d'entreprises locales d'insertion par l'activité économique.

Ces chantiers permettent à des personnes en grande difficulté de se réinsérer dans la vie professionnelle et de suivre une formation chaque année.

Ces services sont réalisés par des équipes très encadrées, composées de personnes en insertion souvent éloignées depuis longtemps du monde du travail.

Ainsi, SNCF Gares & Connexions teste depuis l'été 2014 un atelier original de portage gratuit de bagages pour les clients voyageurs à Paris Lyon.

18 personnes, hommes et femmes de 19 à 54 ans, offrent quotidiennement leurs services aux familles ou aux personnes seules désireuses d'être aidées, à l'arrivée ou au départ de leur train.

Ce service remporte un vif succès auprès des clients et suscite des vocations chez les bénéficiaires de ce chantier d'insertion.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Christian Dubost - christian.dubost@sncf.fr

Département de la Gironde

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/gironde2.jpg]

Gironde : réduire les inégalités de son territoire

Le **Département de la Gironde** s'est engagé à réduire les inégalités sur son territoire, à travers plusieurs politiques : RSA et insertion sociale de ses bénéficiaires pour un retour à l'emploi ou des actions d'insertion intermédiaires en faveur des publics précaires, un développement social qui s'appuie sur le réseau des Maisons Départementales de la Solidarité et de l'Insertion et des partenaires sociaux locaux.

Le Département encourage par ses actions les initiatives locales, notamment d'accès à la lecture, aux savoirs et à la vie culturelle pour les jeunes qui font face à des difficultés, facilitant ainsi leur autonomie et leur apprentissage de la citoyenneté.

Dans une perspective d'amélioration des indicateurs et de réduction des inégalités sociales, la Gironde a co-construit avec les forces vives du territoire 9 pactes qui engagent les territoires départementaux à réaliser leurs initiatives et partenariats en fonction d'enjeux et d'objectifs définis sur 5 ans.

Leur mise en oeuvre en 2017 permettra de concrétiser des programmes de solidarités humaines et territoriales. La politique de développement social en Gironde soutient les personnes qui ne peuvent plus faire face à leurs difficultés, et propose des espaces individuels ou collectifs pour rompre cet isolement.

Les familles sont suivies dans le cadre de l'insertion professionnelle ou la protection de l'enfance, pour la santé infantile et la parentalité.

Pour les publics les plus fragilisés, la production de logement social abordable est nécessaire, tout comme l'accompagnement social des parcours résidentiels.

Par ailleurs, le Département met en oeuvre des projets de coopération internationale en Pologne, au Burkina Faso et en Algérie, à travers ses compétences en matière d'eau et de logement.

▶ Julie Chabaud - j.chabaud@gironde.fr

Département de l'Essonne

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/essonne-camion.png]

Essonne : des camions PMI itinérants pour répondre aux besoins des familles isolées

Le **Département de l'Essonne** assure la gestion des centres de protection maternelle et infantile essonniers.

Un maillage harmonieux permet de répondre aux besoins des familles, et des futures mamans.

Deux camions PMI (Protection Maternelle et Infantile) itinérants départementaux sillonnent le territoire l'Essonne pour répondre aux besoins des familles, habitant dans les zones des plus isolées du Département et les aires des gens du voyage.

Le *Balladin* rattaché à Arpajon et le *Petit Pas* à Etampes permettent aux auxiliaires de puéricultures, aux puéricultrices et aux médecins de proposer aux parents et aux enfants les mêmes services qu'en centre de PMI : conseils de puériculture, vaccinations, suivi...

un service de proximité, au plus près des familles.

Un partenariat entre la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis et le Département permet également de proposer ce service aux mamans incarcérées à la MAF avec leurs très jeunes enfants laissées auprès d'elle.

Le *Balladin* se rend une fois tous les 15 jours à la Maison d'arrêt.

Par ailleurs, le Conseil départemental a voté pour les jeunes le renouvellement de « l'info bus » ou « bus des 13-16 », qui sillonnait les territoires ruraux, sur les actions auprès des collèves (informations collectives autour de la vie affective et sexuelle).

Il sera probablement opérationnel en septembre 2017 avec un nouveau look.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Laurence Caille - lcaille@cd-essonne.fr

INNOVATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Convergences

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/convergences-barometre.png]

Convergences : Baromètre de la Microfinance 2016, un secteur prometteur pour lutter contre l'exclusion

Pour la septième année consécutive, **Convergences** et ses partenaires ont publié le Baromètre de la Microfinance, qui dresse l'état des lieux du secteur et illustre aussi bien le rôle actuel de la microfinance que son potentiel dans mise en oeuvre des Objectifs de développement durable.

Des initiatives innovantes en faveur de l'inclusion et de l'accès aux services de base sont ainsi présentées dans

différents secteurs : santé, sécurité alimentaire, éducation, énergie ou encore habitat.

Pour chacun de ces domaines, des exemples concrets montrent comment les outils de la microfinance font bouger les lignes au quotidien.

Il s'agit par exemple de toucher les populations exclues du système de santé traditionnel en leur proposant une micro-assurance santé, permettant ainsi d'étendre l'accès aux soins en zone rurale.

Ou encore de miser sur le développement de partenariats multi-acteurs entre assureurs, fournisseurs, institutions de microfinance et opérateurs téléphoniques pour proposer un service adapté aux besoins des petits producteurs agricoles.

Dans le domaine de l'éducation, la microfinance a aussi un rôle à jouer, en permettant aux familles de financer la scolarité de leurs enfants.

Dans le secteur de l'énergie, c'est la microfinance « verte » qui a un fort potentiel, en permettant à la fois de lutter contre le changement climatique et de développer l'accès à l'électricité.

La microfinance se développe également en France et en Europe, où le microcrédit habitat permet de financer la construction et la rénovation de logements, pour donner aux populations à faible revenus un accès à un logement décent.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Carolina Herrera - carolina.herrera@convergences.org

UP Conferences

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/up-conferences.jpg]

UP Conférences : innover pour le bien commun

Les [UP Conferences](#) organisent, en partenariat avec **Suez**, le 2 février à Courbevoie, une conférence « innover pour le bien commun » afin de découvrir ces pionniers du monde de demain, bâtisseurs d'une société mondiale véritablement vertueuse.

La notion « d'accès aux services essentiels » s'est largement développée dans les années 1990, par les acteurs internationaux du développement et de la lutte contre la pauvreté.

Derrière cette expression se dessine la volonté de garantir aux plus démunis un accès à l'eau, à l'électricité, ou encore à la santé, sinon à un meilleur niveau de revenu.

Depuis quelques années, grâce aux avancées technologiques et à des innovateurs de plus en plus nombreux souhaitant mettre leur créativité et leur audace au service du bien commun, de nouvelles solutions favorisent un meilleur accès à ces services.

Ainsi, face à la précarité énergétique qui touche près de 5 millions de ménages en France selon l'ONPE, des acteurs se mobilisent pour leur fournir de meilleurs équipements, améliorer l'isolation de leur logement et réfléchir à des innovations à moindre coût qui ensemble, contribueraient à alléger leur facture énergétique.

D'autres réponses concrètes sont également développées dans l'accès aux soins, à l'eau, ou à l'électricité.

Avec la participation de Antoine Delaunay Belleville, Future of Waste ; Arnaud Guillen, Stimergy ; Mathieu Le Corre, Gret et Olivia Verger Lisicki, Qamaqi.

Ensemble, ils feront un panorama des actions qui se font en France et partout dans le monde pour améliorer le quotidien de chacun.

▶ [Inscription](#)

▶ [Pour en savoir plus](#)

LUTTE CONTRE LA PRECARITE EAU-ENERGIE

Veolia

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/veolia-pimms.jpg]

Veolia : favoriser l'autonomie et l'intégration sociale à travers les PIMMS

En tant que gestionnaire des services d'eau, de propreté et d'énergie des collectivités, **Veolia** est directement connecté aux territoires.

Cet ancrage territorial engage le Groupe en faveur de l'égalité des chances, du développement local et de la solidarité.

C'est donc logiquement que Veolia a soutenu en tant que membre fondateur la création des PIMMS, points médiations services, dont il préside depuis 2016 l'Union Nationale.

8 entreprises sont à la gouvernance de ce réseau (EDF, ERDF, ENGIE, Keolis, La Poste, SNCF, SUEZ, Veolia), aux côtés des partenaires locaux et des collectivités.

Les PIMMS mettent au coeur des quartiers prioritaires et des zones isolées, des dispositifs pour favoriser l'accès aux droits, aux biens et services du quotidien pour les habitants.

Un réseau de 64 PIMMS permet de conseiller, orienter, accompagner des personnes en situation de fragilité dans leurs démarches de la vie quotidienne.

Un principe commun : ne pas faire pour l'usager mais avec lui afin de l'accompagner vers l'autonomie.

En 2015, le réseau des PIMMS représente plus d'un million de motifs d'accueil et 700 000 contacts en médiation hors des murs.

Facteurs d'intégration sociale, les PIMMS s'inscrivent par ailleurs dans une démarche de professionnalisation de leurs salariés pour les emmener vers l'emploi durable et qualifié.

En 2015, 420 salariés se sont inscrits dans ce parcours.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Armelle Perrin-Guinot - armelle.perrin-guinot@veolia.com

SEDIF

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/sedif-eau.jpg]

L'action sociale du SEDIF élargie aux non-abonnés

Le SEDIF renforce encore son dispositif « Eau Solidaire » en faveur des foyers qui connaissent des difficultés de paiement de leurs factures d'eau et dont les ressources sont insuffisantes.

Avec une enveloppe annuelle de plus de 2 millions d'euros, près de 31 000 foyers ont déjà bénéficié de ces aides depuis 2011.

À compter du 1er janvier 2017, en plus des aides financières apportées par le service de l'eau par le biais du Fond de Solidarité Logement (FSL) aux abonnés et non-abonnés, le SEDIF a mis en place une aide directe au paiement de la facture d'eau dénommée « Aide Eau Solidaire ».

Cette aide, dont bénéficient les abonnés particuliers du service depuis 2011, est désormais étendu dans le cadre de l'expérimentation ouverte par la loi dite « Brottes », à l'ensemble des usagers, y compris les usagers non-abonnés occupants d'immeubles collectifs d'habitation, qui connaîtraient des difficultés de paiement de leurs charges collectives d'eau.

▶ Benjamin Vacarie - b.vacarie@sedif.com

EDUCATION ET FORMATION CITOYENNES

Aéroports de Paris

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/adp-trophee.gif]

Le Groupe ADP, 1er lauréat du Trophée National de l'Entreprise Citoyenne 2016

Le 13 décembre 2016 le Groupe **Aéroports de Paris** a reçu le « Prix Lauréat » du Trophée National de l'Entreprise Citoyenne, concours qui récompense, depuis 2007, les entreprises pour leurs actions exemplaires au service de l'intérêt général.

Le groupe RSE du Sénat a remis ce trophée au groupe ADP pour son programme RSE « Planet'AIRport ».

Chaque année, près de 2 000 riverains bénéficient de ce programme qui accompagne et facilite l'accès à l'emploi des riverains des aéroports parisiens.

« Planet'AIRport ».

Il favorise l'emploi en proposant des prestations d'insertion, de formation professionnelle de demandeurs d'emploi comme le dispositif « AERO Compétences » qui propose des parcours de formation certifiés ou qualifiés aux métiers aéroportuaires, de mobilité par le prêt ou la location sociale de véhicule aux chômeurs accédant à l'emploi et aux salariés en difficulté économique, et du logement locatif ou de l'accès à la propriété de salariés des aéroports franciliens.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Didier Hamont - didier.hamon@adp.fr

Orange

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/orange-fracture-numerique.png]

Orange : réduire le risque de fracture numérique

Le 27 septembre dernier, **Orange** a signé son premier accord sur l'accompagnement de la transformation numérique.

A travers cet accord, Orange s'engage à accompagner chaque salarié-e dans ses usages digitaux.

Dans un groupe dont la moitié des salariés ont dépassé 45 ans, cette mesure vise à réduire les inégalités en terme de maturité numérique.

Afin de déterminer les actions d'accompagnement à adopter en vue de prévenir la fracture numérique, chaque salarié se verra proposer un auto-diagnostic numérique, sur une base volontaire et dont les résultats restent privés.

En fonction de ces résultats, les salariés auront la possibilité de demander une action d'accompagnement adaptée à leurs besoins.

L'accord prévoit que 80% des managers soient formés au mode collaboratif d'ici à 2018 et que les salariés de la fonction RH bénéficient d'un accompagnement personnalisé pour leur montée en compétences.

▶ [Pour en savoir plus](#)

Commune d'Ayen

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/ayen-vivre-ensemble-2.png]

Ayen : vivre ensemble avec nos différences

Dans le cadre du projet « Village solidaire : une action de l'Agenda 21 communal », la **commune d'Ayen** avec sa Maison du développement durable et des associations a réalisé un film de 17 minutes « Vivre ensemble avec nos différences ».

Porté par deux associations, ce court métrage met en scène les enfants du centre de loisirs « Les coccinelles » et quelques habitants de la collectivité qui, à partir de mini scénettes et d'interviews, s'interrogent sur les notions de

vivre ensemble, de solidarité, d'égalité, d'entraide, de partage, de différences...

Ce film a bénéficié du soutien du Conseil départemental de la Corrèze et d'un financement participatif.

Il sera très prochainement proposé aux écoles, centre de loisirs et associations afin de susciter des échanges sur ces thématiques qui font sens.

▶ Pour [visualiser le film](#) (17 min)

▶ Jérôme Perdrix - jerome.perdrix@laposte.net

Unis Cité

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/unis-cite-2.jpg]

8 volontaires d'Unis-Cité soutiennent les Conseils citoyens des Quartiers prioritaires d'Orléans

Unis Cité en partenariat avec l'Agglomération d'Orléans proposent à 8 jeunes en Service civique de s'impliquer dans 10 Conseils citoyens, situés dans 10 quartiers prioritaires d'Orléans.

Les volontaires, dédiés 4 jours par semaine, ont pour rôle de créer des rapports de confiance entre les membres, d'assurer des petites animations dans les quartiers et finalement, d'imaginer le projet.

Il s'agit d'accompagner les membres des Conseils Citoyens, d'être à l'écoute de leurs besoins et attentes, et d'assurer le lien entre le quartier et eux.

7 millions d'euros et 1 000 volontaires en Service civique ont été dédiés en 2016 à l'établissement des Conseils citoyens, entités destinées à renforcer la participation des citoyens des quartiers prioritaires aux décisions locales.

La mise en place de ces Conseils citoyens dans l'ensemble des quartiers prioritaires doit permettre de conforter les dynamiques citoyennes et d'encourager les mobilisations citoyennes, en favorisant l'expertise partagée, en garantissant la place des habitants dans toutes les instances de pilotage et en créant un espace de propositions et d'initiatives à partir de leurs besoins.

▶ [Pour en savoir plus](#)

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Schneider Electric

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/schneider-2.jpg]

Schneider Electric : un programme Accès à l'Energie pour lutter contre la fracture énergétique

L'ambition de la stratégie « Accès à l'Energie » de **Schneider Electric** est d'assurer que les programmes d'électrification rurale touchent les zones les plus isolées, et ainsi, réduisent les inégalités d'accès à l'énergie entre communautés.

Dans le cadre du programme d'électrification des écoles au Kenya mis en oeuvre par l'Autorité d'électrification rurale, Schneider Electric a par exemple équipé 128 écoles publiques rurales à travers le pays.

L'entreprise a formé des entrepreneurs locaux à l'installation de la solution et pour chaque école, un représentant du personnel a été formé à l'entretien du système comme au contrôle de sa bonne utilisation.

Chaque école équipée de cette solution peut ainsi profiter de 30 ordinateurs, 34 lampes, 1 imprimante et 15 prises, alimentés par une solution photovoltaïque hors réseau à haut rendement.

Plus de 45 000 élèves d'école primaire bénéficient ainsi de cet accès à l'énergie pour leur éducation, dans une région où le tiers des écoles primaires n'ont pas accès à l'électricité.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Gilles Vermot Desroches - gilles.vermot-desroches@schneider-electric.com

AFD et Bpifrance

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/digital-africa.png]

L'AFD et Bpifrance organisent le concours de startups Digital Africa 2017

À l'occasion du 27ème sommet Afrique-France à Bamako, l'**AFD** et **Bpifrance** présentent les 10 startups lauréates sur les 500 candidatures du concours d'innovation numérique « Digital Africa 2017 » : 5 startups africaines et 5 françaises dans les secteurs fintech, santé, environnement, énergie et agriculture ; 10 entrepreneurs dont les innovations font émerger de nouvelles opportunités pour dynamiser le développement en Afrique.

Si les secteurs énergie et fintech rassemblent une majorité de projets, l'agriculture et la santé représentent un intérêt majeur pour les entrepreneurs africains.

Les 10 startups lauréates, invitées au Sommet de Bamako, profitent ainsi d'un tremplin unique pour rencontrer de nouveaux partenaires économiques et industriels.

Elles bénéficieront par ailleurs d'un programme d'accompagnement et de soutien personnalisés de la part de l'AFD et de Bpifrance.

Parmi les innovations primées, des outils numériques à destination des petits agriculteurs qui leur apportent conseils, aide à la décision, prévisions et simulations de rendement, ou encore analyse du risque afin de leur ouvrir les portes des institutions financières.

Dans le secteur de la santé, plusieurs innovations facilitent l'accès aux soins, orientent vers la prise charge appropriée et accompagnent le patient.

D'autres innovations proposent des solutions durables de mobilité ou des solutions de prépaiement pour l'accès à l'eau potable.

 [Pour en savoir plus](#)

L'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/ipemed.png]

L'énergie au service du développement durable en Afrique, une publication de l'IPEMED

L'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED), think tank euroméditerranéen, propose une nouvelle publication sur l'énergie au service du développement durable en Afrique.

L'énergie constitue un bien essentiel au quotidien aussi bien pour la santé, l'éducation, que pour le développement économique, l'accès au numérique, etc.

D'après l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), en Afrique subsaharienne, seuls 290 millions des 915 millions d'habitants ont accès à l'électricité et le nombre total de personnes qui en sont privées est en augmentation.

Les efforts de promotion de l'électrification gagnent en ampleur, mais ne suivent pas le rythme de la croissance de la population.

Or, le faible taux d'accès à l'énergie se traduit par un recours massif aux sources d'énergie traditionnelles ; la biomasse (bois et charbon de bois) représentant plus de 50 % de la consommation d'énergie.

Les conséquences à la fois sociales, environnementales et sanitaires sont non négligeables : pénibilité de la collecte de bois, notamment pour les femmes, contribution à la déforestation, maladies respiratoires, etc.

Face à ces constats, des experts, opérateurs économiques et représentants institutionnels, réunis par l'IPEMED et ses partenaires, délivrent dans le document à découvrir ci-dessous 10 recommandations fortes pour faire de l'énergie un levier de croissance durable en Afrique et un volet essentiel de la coopération entre acteurs africains, méditerranéens et européens.

 [A lire](#)

 Kelly Robin - kelly.robin@ipemed.coop

Pour aller plus loin

Le Global Risks Report 2017

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/the-global-risks-report-2017.jpg]

A l'occasion du Forum économique de Davos, la 12ème édition du Global Risks Report est parue le 12 janvier dernier.

Cette analyse des principaux risques qui menacent la planète, est élaborée depuis 2006 à partir des travaux de plus de 750 experts internationaux.

Ce rapport se fonde notamment sur le *Global Risks Perception Survey* qui étudie les perceptions de groupes de secteurs, de nationalités et d'âges différents.

Quelles seront les priorités mondiales en 2017 ? Quels sont les interconnexions entre ces risques ? Comment les éviter ? Selon cette nouvelle édition, la hausse des inégalités de revenus, la polarisation sociale et les changements climatiques arrivent en tête des risques les plus probables et les plus dangereux pour le monde.

78 pages.

 [Pour lire le rapport](#)

Rapport de la Commission des entreprises et du développement durable « Better business, Better world »

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2017/better-business-better-world.png]

La Commission des entreprises et du développement durable, créée à Davos en janvier 2016, lance un appel à l'action pour les chefs d'entreprise actuels et futurs.

Le rapport « De meilleures entreprises, un monde meilleur » encourage ainsi les entreprises à définir leur stratégie commerciale en suivant les Objectifs de développement durable des Nations Unies (éradication de la pauvreté, lutte contre le changement climatique, accès à la santé, égalité entre les sexes, etc.).

En plus de fournir de nouvelles possibilités commerciales pour une valeur de 12 000 milliards de dollars américains, la réalisation des Objectifs mondiaux permettrait de regagner la confiance de la société, et de contribuer à une économie plus juste et inclusive.

Cette analyse montre non seulement que les ODD sont profitables aux entreprises, mais aussi que les entreprises sont nécessaires à l'atteinte des ODD.

La Commission liste les 60 plus importantes opportunités commerciales en lien avec la réalisation des 17 ODD dans les 4 secteurs retenus par la commission : alimentation et agriculture, villes, énergie et matériaux, santé.

122 pages.

 [Pour lire le rapport](#)

Post-scriptum :



132 rue de Rivoli - 75001 Paris

tél. : 01 55 34 75 21 - fax : 01 55 34 75 20

Contact : [Christine Delhaye](#)

 [Site internet du Comité 21](#)